

Monsieur le Chef du Département.

UM.

2 XII 57

V. 2. 12



LÉGATION DE SUISSE  
EN IRAK

EPD										
Datum										
Viso										
- 4. Dez. 1957										
Ref. A. 21. 31. Bagdad										

BAGDAD, le 26 novembre 1957.  
41 X 8  
Saadun Street 3/1/2, Alwiyah  
Telephone No 6300

RA  
3 XII  
UM.

Réf.: B.12.1. - B/

LETTRE POLITIQUE

Division des Affaires politiques  
du Département Politique fédéral

SECRET - Ne pas publier s.V.P.

B e r n e .

Monsieur le Ministre,

Le 23 novembre, le ministre d'Italie a été convoqué par Ali Mumtaz, ministre intérimaire des affaires étrangères de l'Irak. J'ai pu avoir connaissance de la lettre du même jour que le ministre italien a adressée à ce sujet au Palais Chigi à Rome. En voilà un résumé.

Ali Mumtaz a exposé au ministre les graves préoccupations que son gouvernement ressent à cause de la situation actuelle au Moyen-Orient. Il a exprimé le désir que celles-ci soient communiquées, le plus vite possible, au gouvernement italien qui est aux yeux de Bagdad "le seul gouvernement occidental comprenant la situation réelle et susceptible, par son influence, d'aider utilement à résoudre les graves difficultés" (!).

Selon le ministre irakien, l'ascendant de l'URSS sur les Etats arabes ne pourra qu'augmenter. Il considère la Syrie comme déjà définitivement perdue pour l'Occident et pense "qu'il serait absurde et inutile d'espérer ou même de caresser l'idée d'un soulèvement intérieur dans ce pays." Bien que Nasser montre encore un certain anti-communisme, Ali Mumtaz le considère comme un Kerenski moderne qui sera emporté par la vague dès qu'il le plaira à Moscou.

Le ministre irakien estime que la Jordanie et le Liban se trouvent également dans une situation critique, étant donné que l'influence soviétique augmente continuellement auprès de l'opinion publique. Il pense toutefois que,

./.

**Dodis**



à l'inverse de la Syrie et de l'Egypte, ces deux pays pourraient encore être sauvés si des mesures immédiates et urgentes sont prises par l'Occident.

Au sujet de l'Irak, le ministre d'Italie écrit textuellement ce qui suit :

"Qualora infatti, egli ha dichiarato, dovesse verificarsi una nuova crisi, una tensione, un allarme per cui l'interesse arabo fasse contrasto dall'Occidente, l'Irak inevitabilmente si schiererebbe col resto del mondo arabo, amico o nemico, sia anche a rischio di trovarsi col Patto di Baghdad in insostenibile posizione e di doverlo perfino abbandonare.

Sappia dunque il governo italiano che se la nostra partecipazione al Patto di Baghdad e per esso alla difesa degli interessi occidentali è oggi perfettamente leale e dal punto di vista giuridico ineccepibile in coscienza permanendo le circostanze presenti, non siamo affatto sicuri di poterla mantenere anzi dobbiamo riconoscerla suscettibile di forzate e profonde modificazioni."

L'Irak s'attend donc à ce que l'Occident fasse un geste spectaculaire d'une portée hautement psychologique qui "seul serait susceptible de renverser l'ordre fatal et dangereux des choses". Le ministre irakien a également fait ressortir qu'il ne fallait attendre rien, pour le moment, des relations amicales irako-séoudiennes, ceci parce que l'Arabie Séoudite se trouverait dans une situation identique à celle de l'Irak.

Pour terminer, Ali Muntaz a défini les trois points sur lesquels le "geste spectaculaire" devrait porter :

1) Israël

Ce pays devrait absolument faire des concessions sur le rapatriement et l'indemnisation des réfugiés palestiniens, quitte à ce que celles-ci demeurent théoriques (!). Il devrait accepter de discuter la question de la modification de ses frontières et s'engager à ne plus accepter une libre immigration juive, même si ses gestes devaient rester symboliques.

2) Algérie

L'Irak ne peut adopter aucune autre attitude que celle de soutenir l'Algérie dans la lutte pour son

- 3 -

indépendance. L'Occident devrait comprendre cet impératif et en tirer les conséquences (?).

### 3) Golfe Persique

Le gouvernement britannique dont l'attitude est appelée "ridicule" devrait agir d'une manière qui tiendrait mieux compte des intérêts communs au monde arabe.

Le gouvernement irakien demande donc à l'Italie de faire connaître, lors de la prochaine réunion de l'OTAN, aux autres membres de l'organisation le point de vue irakien. Si l'Occident ne saurait pas en tirer les conséquences nécessaires, il courra inévitablement vers une catastrophe dans cette partie du monde.

\*        \*  
\*  
\*  
\*

Comme vous le voyez, il s'agit d'une démarche fort étonnante de la part du gouvernement irakien qui semblerait avoir une vue bien pessimiste de la situation au Moyen-Orient. Malgré cela, et tout en ne voulant pas minimiser le danger communiste dans cette partie du monde, cette démarche me paraît appeler les réflexions suivantes :

1) Le gouvernement irakien actuel est excessivement faible et n'a pas de spécialiste en matière de politique étrangère. Un gouvernement de Noury Saïd n'aurait jamais demandé à l'Italie de faire une telle intervention auprès des Puissances de l'OTAN; s'il en avait vraiment senti le besoin, il l'aurait fait par l'entremise de ses amis et alliés du Pacte de Bagdad: la Turquie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Il est fort probable qu'en cas d'une nouvelle grave crise au Moyen-Orient, des gens de toute autre envergure, comme Noury Saïd ou Tewfiq Swedi, ou même un chef militaire, prennent le pouvoir. Ceux-ci n'admettraient jamais un renversement des alliances, ne serait-ce que pour tâcher de sauver la monarchie.

- 4 -

2) On peut aussi se demander s'il ne s'agit pas simplement d'un chantage pour faire pression sur les puissances occidentales. Le point de vue exprimé par le chef des affaires étrangères au ministre d'Italie me paraît en tout cas ne pas concorder du tout avec les interventions violentes faites auprès de l'ambassadeur d'Égypte, il y a quelques jours seulement, au sujet de la Jordanie et les menaces prononcées à cette occasion.

3) Il est étonnant de la part d'un gouvernement qui prêche la disparition d'Israël de demander à Tel-Aviv de faire un geste "même si celui-ci devait rester symbolique". On peut en conclure que, en haut lieu, on n'attache aucune importance véritable à la question israélienne.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.



Chargé d'Affaires a.i.